Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 113 (1968)
Heft: 6

Artikel: L'Allemagne fédérale et l'ouverture à l'est
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343426

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Sur un troisième point, la direction à suivre est trouvée, mais la réalisation est encore à examiner très soigneusement: les trois grands « clients » en matière de transports devraient disposer d'une *dotation initiale* leur assurant la couverture de leurs besoins *minima*. La somme de ces dotations (Economie de guerre, Protection civile, Armée) demeurant *inférieure* aux disponibilités totales, le « reste » sous forme de « pools », serait là pour faire face aux « pointes » qui, à moins de n'envisager que le cas le plus défavorable, ne sont guère concevables en même temps et au même degré d'intensité chez les trois intéressés.

Je me suis borné à ne citer que deux cas particuliers des aspects que prennent les problèmes d'avenir quand on les aborde sous l'étiquette « défense totale ». Ils devraient permettre de se faire une idée des interférences et des complications qu'ils présentent tous; de se convaincre qu'on s'en inquiète, mais aussi que la majorité des individus qui sont mis à contribution pour cela, le font en supplément de l'exercice de fonctions normales qui suffiraient déjà largement à la satisfaction de leur conscience professionnelle.

Colonel-divisionnaire SCHENK

L'Allemagne fédérale et l'ouverture à l'Est

Le chancelier Kiesinger a résolument adopté une politique de mouvement. Avec la France, il s'est engagé dans un dialogue positif. Il espère qu'il en résultera une stratégie commune, susceptible de s'imposer aux niveaux européen, puis atlantique.

Vis-à-vis des Etats-Unis, il a laissé entendre que l'Allemagne est décidée à ne plus rester l'éternelle mineure, au sein de l'Alliance, comme sur le plan international en général.

Le troisième volet du tryptique de sa politique extérieure, c'est la question des rapports avec l'Est et il a défini ses objectifs à ce point de vue.

Quels sont-ils? Quel accueil ses propositions ont-elles reçu? Où en est le nouveau chancelier après la récente contre-offensive des Etats « durs » du monde communiste européen?

LA POLITIQUE EST-OUEST DU CHANCELIER KIESINGER

Les objectifs de la grande coalition: paix et entente avec l'Est.

Le nouveau cabinet proclamait, dans sa déclaration gouvernementale, le 13 décembre 1966: « Nous sommes résolus à entretenir avec tous les peuples des relations fondées sur l'entente et la volonté de coopération. Ceci vaut *également pour nos relations avec l'Union soviétique, bien que nos relations soient toujours hypothéquées par le problème... de la réunification.* »

Et le chancelier affirmait son désir de « promouvoir et approfondir constamment la compréhension et la confiance mutuelles, en développant les relations économiques, intellectuelles et culturelles, de manière à créer les conditions requises pour le succès de futures conversations et négociations. Des siècles durant l'Allemagne a joué *un rôle d'intermédiaire entre l'Europe occidentale et orientale. Ce rôle nous aimerions le jouer encore* à notre époque. »

Puis il évoquait la *réconciliation avec la Pologne:*

« Dans de larges couches de la population allemande, on note un vif désir de réconciliation avec la Pologne, dont nous n'avons pas oublié l'histoire douloureuse; le destin actuel de notre peuple divisé nous permet de mieux comprendre l'aspiration de la Pologne à vivre enfin sur un territoire national aux frontières assurées.

» Mais les frontières d'une Allemagne réunifiée ne pourront être fixées que par un règlement convenu avec un gouvernement panallemand, règlement qui créerait les conditions de bon voisinage durables et pacifiques... »

Avec la Tchécoslovaquie :

« Le gouvernement fédéral condamne la politique d'Hitler, qui visait à la destruction de l'Etat tchécoslovaque... l'*accord de Munich, conclu sous la violence, n'est plus valable...*

» Il n'en reste pas moins des problèmes à régler, comme, par exemple, celui du *droit de la nationalité.* Nous avons conscience de *notre devoir de le sauvegarder, vis-à-vis de nos compatriotes des Sudètes*, ainsi que de tous les réfugiés... Le gouvernement fédéral tient à mettre un terme à ce sombre chapitre de l'histoire de nos peuples et à instaurer des rapports confiants...

» C'est bien dans ce sens du rapprochement qu'a travaillé le nouveau chancelier. Et, dès le 1er février 1967, il pouvait évoquer, au Bundestag, son premier succès en la matière: l'échange d'ambassadeurs avec la Roumanie. Il renouvela alors son désir d'entente: «Sans l'entente et la collaboration avec les Etats d'Europe orientale, la division de l'Europe ne pourra être surmontée... »

Mais, en même temps qu'il soulignait ce grand besoin d'une réconciliation européenne, le nouveau chef de gouvernement rappelait la position fondamentale ouest-allemande sur le plan international: le droit, pour la R.F.A., de représenter la totalité de l'Allemagne, « le devoir du gouvernement de la République fédérale de parler au nom du peuple allemand tout entier... ». Et c'est précisément cette prérogative qui lui est contestée par divers Etats européens de l'Est.

En fait, l'accueil fait à l'ouverture allemande a été très différencié dans le bloc de l'Union soviétique.

L'accueil des ouvertures allemandes aux pays communistes d'Europe

Le cas de la Roumanie.

Le gouvernement roumain, incontestablement, occupe une position privilégiée parmi les pays du Pacte de Varsovie et du C.O.M.E.C.O.N. Il est symptomatique que la visite de M. Manescu à Bonn coïncidait avec celle de M. Podgorny au Vatican. Seule, à côté de la grande Union soviétique, la

Roumanie pouvait prendre la liberté d'une démarche de rapprochement Est-Ouest... Elle manifestait de la sorte, non seulement son désir d'entente avec l'autre bloc, mais aussi sa relative indépendance vis-à-vis de Moscou.

De la part de M. Kiesinger, il est vrai, la présence du ministre roumain signifiait comme une mutation dans l'attitude allemande: une mise en veilleuse de l'ancienne rigide doctrine Hallstein. Celle-ci, on le sait, s'opposait à toutes relations diplomatiques avec des pays ayant reconnu la « République démocratique allemande ». En échange, Bucarest portait la première atteinte à l'impénétrabilité du dispositif du Pacte de Varsovie.

Mais la concession de la Roumanie vis-à-vis de Bonn était facile: aucune frontière, aucun litige ne sépare les deux pays. Ainsi, M. Manescu, homme de cette génération intermédiaire qui succéda à celle d'Anna Pauker, inconditionnellement soumise à Moscou, peut inaugurer une politique de rapprochement dont sa compétence et sa clairvoyance avaient saisi la nécessité.

Déjà, il s'était rendu à Moscou, en 1965, pour mettre fin au désaccord qui, pendant trois ans, avait existé entre l'URSS et son pays. Puis, il avait fait le tour du monde, visitant, par exemple, l'Indonésie, l'Inde, les Etats-Unis, la France, la Grèce et l'Italie, pour de bénéfiques prises de contact.

En 1966, il avait proposé à l'Autriche, à la Belgique, au Danemark, à la Finlande, à la Suède, à la Yougoslavie, à la Bulgarie et à la Hongrie, cette rencontre des « neuf » qui devait créer un « climat d'entente réciproque ».

Par ailleurs, il a toujours refusé de condamner l'Allemagne de Bonn comme « trouble-fête de l'Europe », comme le voulait, notamment, une motion qu'il avait rejetée à Moscou.

Il faut signaler que, cependant, la visite de M. Manescu en République fédérale avait été hautement facilitée par celle de M. Maurer à Paris, ainsi que par la déclaration du général de Gaulle, lors de son passage en Union soviétique, sur le caractère « artificiel » de la République de Pankow.

Mais avons-nous déjà constaté, le cas de la Roumanie est unique dans le monde de l'Est. La Russie reste opposée à l'entente telle que la désire le chancelier fédéral et ses autres satellites ne jouissent en général que d'une liberté d'action limitée. Mais quelles ont été les premières réactions du bloc communiste à l'offre ouest-allemande?

Le point de vue de Moscou.

Il a été exposé, dès le 13 janvier à Gorki, par le secrétaire général Brejnev. Ce dernier proclamait que « l'impérialisme ouest-allemand a maintenu ses anciens objectifs ». Et il soulignait, une fois de plus, les « trois conditions » d'une entente Est-Ouest avec la République fédérale:

— renonciation à toute capacité militaire atomique;
— reconnaissance de la frontière Oder-Neisse;
— abandon de la revendication de représenter toute l'Allemagne, mais reconnaissance de la R.D.A. en tant qu'Etat.

Le 28 février, une note soviétique aux puissances occidentales et à la R.F.A. accusait celle-ci d'être le théâtre d'une renaissance du national-socialisme. « Qui peut assurer, dans ces conditions, qu'un nouvel Hitler ne se lèvera pas en Allemagne fédérale, avec, cette fois, des armes atomiques en mains? », était-il dit dans ce document.

En outre, le gouvernement de Bonn était accusé de formuler « des revendications territoriales contre d'autres Etats, de demander le droit de possession d'armes nucléaires » et d'être coupable de « menées provocatrices relatives à Berlin ».

La note concluait à la nécessité de « barrer le chemin au néonazisme, de mettre fin à la politique de militarisation » de l'Allemagne fédérale et de procéder à un rassemblement des autres pays européens, en vue de la paix et de la sécurité. Bref, c'était là une fin de non-recevoir opposée à l'offre allemande.

Le point de vue polonais.

Il est assez proche de celui de Moscou. M. Rapacki,

ministre des Affaires étrangères, l'a formulé, dès le 31 décembre, dans une interview au journal « Trybuna », puis, le 27 janvier, lors de sa visite à Paris.

Il réclamait, lui aussi, l'acceptation préalable, par Bonn, des trois conditions de Moscou, considérées comme seule base juridique valable d'une entente Est-Ouest. Toutefois, il admettait que l'établissement de relations diplomatiques avec la R.F.A. était de la compétence de chaque Etat socialiste.

Le point de vue est-allemand.

Comme il fallait s'y attendre, le gouvernement de Pankow a tout mis en œuvre pour empêcher la démarche ouest-allemande d'aboutir. Il soutenait, auprès des satellites, la thèse générale que tout établissement de relations diplomatiques entre la R.F.A. et un pays socialiste devait être précédé d'une reconnaissance de la R.D.A.

En particulier, dans son discours du 15 décembre, devant le Comité central de la S.E.D., M. Ulbricht déniait toute sincérité à la proposition ouest-allemande, du moment que celle-ci prétendait représenter légalement l'Allemagne toute entière.

Dans son discours de Nouvel An 1967, M. Ulbricht allait même au-delà des «trois conditions», qu'il porta à dix. En effet il subordonnait la simple constitution d'une « Confédération des deux Etats allemands » aux engagements suivants de la part de la R.F.A.:

— relations réciproques normales entre les deux Etats,
— non-emploi de la force dans ces relations,
— reconnaissance des frontières actuelles en Europe,
— réduction de 50% des armements des deux Etats,
— renonciation à l'arme atomique,
— relations normales entre les deux Etats et les autres pays européens,
— neutralité garantie pour les deux Etats allemands,
— reconnaissance de Berlin comme territoire indépendant,
— traité entre le Sénat de Berlin et la R.D.A.,

— vérification, par une commission, de l'exécution de l'accord de Potsdam, dans les deux Etats allemands.

Dans ses dernières démarches auprès de M. Stoph, premier ministre de la D.D.R., le chancelier a échoué et tout contact normal est donc impossible, dans l'immédiat, entre les deux Allemagnes. A un niveau plus modeste, le nouveau maire de Berlin-Ouest, M. Schütz, voudrait du moins établir des relations directes avec son «homologue» de Berlin-Est, afin de pouvoir régler, d'une manière plus humaine, les problèmes posés par la division de l'ancienne capitale. Sa première tentative en ce sens s'est heurtée à une fin de non-recevoir.

Le point de vue tchécoslovaque.

La première réaction de Prague a été réticente. Le 20 décembre 1966, dans une interview radiodiffusée, le ministre des Affaires étrangères Ota Klicka demandait ironiquement si la R.F.A., en proposant l'établissement de relations diplomatiques, entendait faire confirmer par les Etats socialistes son prétendu droit de représenter l'Allemagne tout entière. Il accusait Bonn d'avoir fourni une déclaration gouvernementale ambiguë.

Mais le président Novotny, dans son allocution de Nouvel An, a été moins cassant. Il a seulement invité la République fédérale à entreprendre des démarches constructives, en vue de la paix et de la sécurité. Le gouvernement tchèque, disait-il, suivrait les efforts de Bonn en ce sens et en tirerait les conséquences qui s'imposeraient. En d'autres termes, les attitudes de Prague vis-à-vis du nouveau gouvernement fédéral semblaient devenir moins hostiles.

Les points de vue yougoslave, hongrois et bulgare.

Il s'agit là d'Etats qu'aucun litige n'oppose à l'Allemagne, assez éloignée de leurs territoires. Aussi le ministre hongrois des Affaires étrangères, M. Janos Peter, écrivait-il, dans le journal « Nepzabadsag » du 25 février, que son pays était partisan de relations diplomatiques normales avec la R.F.A.,

si toutefois cette dernière voulait bien souscrire à certaines conditions préalables. De même, la Bulgarie semblait envisager une suite favorable à l'invitation de Bonn.

Quant à la Yougoslavie, elle était en principe disposée à accepter l'offre ouest-allemande. Elle demandait seulement au gouvernement fédéral de prendre l'initiative en la matière. C'est ce point de vue qui a été exposé, le 26 janvier, à l'Assemblée nationale populaire, par M. Marko Nikezic, ministre des Affaires étrangères. Ce dernier soulignait la nécessité de ne plus baser les relations entre blocs sur l'affrontement entre des systèmes militaires. Désormais, disait-il, il faut procéder, au contraire, à des contacts économiques, politiques et culturels entre Etats. L'avenir de l'Europe, précisait-il, dépend essentiellement d'une attitude plus indépendante par rapport aux alliances dont ces pays font partie.

Telles étaient, récemment encore, les positions, très diversifiées mais souvent plutôt favorables, des gouvernements orientaux vis-à-vis de la proposition ouest-allemande. Mais une contre-manœuvre des pays « durs » allait tenter de remettre en cause les relations diplomatiques suggérées.

LA CONTRE-MANŒUVRE DES « TROIS »

Il est certain que Moscou ne pouvait pas envisager d'un œil favorable une entente étroite et des relations diplomatiques normales entre l'Allemagne fédérale et les Etats satellites. Quant à la « République » de Pankow, elle risquait de sombrer en tant qu'Etat dans ce rapprochement.

Pour sa part, la Pologne reste profondément anti-allemande au niveau gouvernemental. Déjà la généreuse offre de réconciliation de son épiscopat, à celui de la R.F.A., avait été neutralisée par l'autorité politique.

Dans ces conditions, une contre-offensive a été montée, sous l'impulsion de Moscou, par Varsovie et Pankow, pour faire échouer la tentative ouest-allemande. C'est ainsi que fut constitué, après l'adhésion de la Tchécoslovaquie, primitivement

plutôt favorable à la démarche de Bonn, un front anti-allemand. Ce dernier est concrétisé par trois traités bilatéraux:

1° *Traité polono-tchécoslovaque*, signé le 1er mars à Varsovie entre MM. Gomulka et Novotny. Ce document affirme l'inviolabilité des frontières actuelles (Oder-Neisse, territoire des Sudètes, Allemagne de l'Est). Il tend à renforcer la solidarité entre les trois pays « durs » du bloc oriental. Certains auteurs allemands parlent d'un « triangle de fer ».

2° *Traité polono — est-allemand.* C'est un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, signé à Varsovie, le 15 mars, entre MM. Gomulka et Cyrankiewicz, pour la Pologne, MM. Ulbricht et Stoph, pour la R.D.A.

Ce document affirme notamment le principe de l'existence de deux Etats allemands et la volonté de résister « à toute agression des forces ouest-allemandes ». Il reconnaît le caractère d'une « entité politique particulière » à Berlin et préconise un accord de bon voisinage entre Bonn et Pankow.

3° *Traité tchéco — est-allemand*, signé le 17 mars. De même inspiration que celui du 1er mars, conclu entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, il consacre les thèses du chef est-allemand Ulbricht. Il prévoit une révision dans l'éventualité de la création d'un «Etat allemand unique, pacifique et démocratique». Il est envisagé un enregistrement du traité à l'O.N.U., manière détournée de faire reconnaître la R.D.A. en tant qu'Etat.

Malgré ce succès de l'opposition à la démarche ouest-allemande, Bonn poursuit ses sondages à l'Est. Un haut fonctionnaire des Affaires étrangères, M. Kastl, a été dépêché à cet effet à Belgrade et à Bucarest. A défaut d'une reconnaissance du gouvernement du Pankow — juridiquement impossible pour le gouvernement fédéral — le cabinet Kiesinger tente de susciter du moins une « coexistence organisée » avec l'Allemagne de l'Est. Tout en niant « l'Etat » oriental, il voudrait pouvoir tenir compte, dans la vie internationale aussi bien que sur le plan strictement allemand, du « fait est-allemand ».

* * *

L'habile et ferme politique extérieure du chancelier Kiesinger a porté des fruits. Le rapprochement roumano-allemand est un succès incontestable, pour Bonn comme pour Bucarest.

Par contre, le « triangle de fer » est le résultat d'une contre-offensive victorieuse de la fraction intransigeante du bloc oriental. Cependant, l'on a remarqué le langage relativement modéré du président Novotny, lors de la signature du 17 mars. Le chef tchèque, en effet, a bien spécifié alors que l'acte signé n'était dirigé « contre aucun autre Etat ». Cette déclaration semble quelque peu atténuer le caractère agressif que Pankow avait entendu donner au traité.

Il est certain que, sans une réelle pression polonaise et est-allemande, Prague eût sans doute suivi le premier mouvement de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Yougoslavie, en principe favorables à un rapprochement avec l'Ouest. Ce dernier est seulement contenu par la dépendance, économique surtout, des satellites autres que la Roumanie, vis-à-vis de Moscou.

En bref, le bilan, en la matière, reste positif pour la République fédérale. Celle-ci bénéficie d'ailleurs d'un certain appui de Paris. Opposé à toute capacité nucléaire allemande dans l'Alliance, partisan d'une reconnaissance de la frontière Oder-Neisse — d'ailleurs à longue échéance inéluctable pour la R.F.A. — le général de Gaulle a rendu un service signalé à Bonn, en stigmatisant, à Moscou même, la prétendue République démocratique allemande comme une construction illégale et artificielle.

Certes, la Pologne vient d'arracher à la Bulgarie un traité d'amitié et la Hongrie a succombé à son tour à une semblable pression. Par contre, le président Tito a dépêché des émissaires dans les divers Etats communistes, pour contrecarrer la contre-offensive des « Trois ». Il est décidé à mener sa propre politique de collaboration avec l'Ouest, économiquement indispensable à la Yougoslavie. Il s'élève contre toute action

contraire de la part de Moscou. Son journal « Borba » écrivait récemment: « Toute tentative en vue d'une solution rappelant les temps révolus de la direction du mouvement communiste à partir d'une centrale commune, et basée sur des décisions applicables pour tous, pourrait avoir des conséquences indésirables. »

En dernière analyse, et malgré la réaction des trois « durs », la République fédérale possède déjà — au-delà du rideau de fer — deux partisans valables pour sa nouvelle politique. Il y a là de sérieuses raisons d'espérer. Aussi M. Brandt a-t-il pu déclarer, à la tribune du Conseil des Ministres de l'U.E.O., que le gouvernement de Bonn allait poursuivre « avec obstination et persévérance » ce rapprochement avec l'Est.

Colonel F.-Th. SCHNEIDER

Les illusions de la guérilla

L'article du lieutenant-colonel Eddy Bauer vient à son heure. A propos de la guerre du Vietnam, particulièrement, nous sommes intoxiqués par la propagande. Il suffit de voir les photographies publiées par nos journaux pour le constater. Quant aux textes, nous sommes noyés dans les détails dont la presse écrite ou parlée nous abreuve la journée durant. On ne nous fait grâce d'aucune action de patrouille, d'aucun tir de réglage! Des leçons de tactique, quand ce n'est de stratégie, nous sont données par des gens qui n'ont jamais commandé une corvée de soupe! Que deviendrions-nous si nous étions nous-mêmes partie dans un conflit?

En retrouvant avec le plus vif plaisir un de nos écrivains militaires de réputation mondiale — l'auteur de «La guerre des blindés» et de l'« Histoire controversée de la deuxième guerre mondiale » — nos lecteurs bénéficieront d'une mise en garde salutaire.

Mft

Les hostilités qui se poursuivent présentement au Vietnam avec des fortunes diverses et un acharnement croissant, donnent lieu, dans la presse quotidienne ou hebdomadaire,